



Orléans, samedi 30 avril 2011



# Le GEIGER d'OR

est décerné par  
l'assemblée populaire à :

# BNP PARIBAS

**la banque qui a le plus investi dans le nucléaire !**

Eh oui, BNP-Paribas est le 1er investisseur mondial dans l'industrie nucléaire, avec 13,5 milliards d'euros entre 2000 et 2009.

BNP finance des entreprises spécialisées dans le nucléaire dans 18 pays différents (EDF, Areva, Tepco...), ainsi que plusieurs projets en cours : Angra (Brésil), Jaitapur (Inde), Olkiluoto (Finlande), sans oublier celui de Belene (Bulgarie), qu'aucune autre banque occidentale ne voulait financer, et que la BNP a finalement abandonné sous pression des ONG...

Notons qu'en matière d'exploitation environnementale et humaine, BNP-Paribas est présent sur tous les fronts, par le biais de financements de sociétés qui produisent des armes, des agrocarburants, ou mettent en place des projets impliquant la mise en danger de la biodiversité, ou encore des déplacements forcés d'habitants...

La liste est longue, mais des ONG et des associations veillent et entreprennent régulièrement des campagnes d'information !

**ET SI ON SE METTAIT A DEMANDER DES COMPTES A NOS BANQUES ???**



## Ce que les banques font de notre argent

Pour les 25 ans de la catastrophe de Tchernobyl, prenons donc l'exemple du nucléaire ! Parmi les cinq banques qui investissent le plus dans l'atome, figurent trois groupes français : BNP-Paribas (13,5 milliards), la Société générale (9,7 milliards) et le Crédit agricole (9,2 milliards). Derrière notre grande gagnante, ce sont 145 banques internationales qui financent des projets nucléaires ou d'entreprises actives dans le secteur nucléaire, pour un montant total de 175 milliards d'euros entre 2000 et 2009. Pourtant, le nucléaire, technologie couteuse et dangereuse, se base sur l'exploitation d'une énergie fossile selon des techniques que l'homme ne sait pas rendre inoffensives, pour finir avec l'enfouissement de déchets qu'on ne sait pas traiter... Dans le monde entier, ce sont ainsi populations et environnement qui sont gravement menacés par le nucléaire.

## La loi et l'impôt, c'est pour les autres !

BNP-Paribas est également la banque française la plus présente dans les paradis fiscaux (par le biais de 347 filiales !). Mais elle n'est pas la seule : sont aussi très présents le Crédit agricole et la Société générale. Les banques françaises s'installent dans les centres financiers *offshore* pour augmenter le patrimoine des riches, gérer les salaires des cadres à haut revenu et aider les multinationales à pratiquer « l'optimisation fiscale », dans le but d'échapper au fisc. Les conséquences négatives sur l'économie sont nombreuses: corruption, manque à gagner de 125 milliards d'euros pour les finances des pays en développement, report de la fiscalité sur les consommateurs et les PME (qui subissent un taux d'imposition réel sur leurs bénéfices de 21%, contre 13% pour les grandes entreprises), etc.

## Les banques échappent à tout contrôle citoyen !

Deux ans après les débuts de la crise financière, BNP-Paribas décroche la deuxième place des plus gros profits du CAC 40, avec 7,8 milliards d'euros. Conséquence, les dividendes versés aux actionnaires devraient battre des records. Et pourtant, l'Etat français est devenu, en avril 2009, le premier actionnaire de BNP Paribas (en injectant 5,1 milliards d'euros) dans le cadre du plan d'aide aux banques. Mais cette souscription ne permet pas de siéger au conseil d'administration de BNP-Paribas : l'Etat ne pourra donc pas contrôler que les fonds publics prêtés à la banque servent bien à financer l'économie et pas seulement à restaurer ses marges.

## A nous les banques !

Pourquoi ?

Car en tant que banques d'affaires, elles pratiquent des activités de spéculation pour compte propre qui les mettent largement en danger, menaçant par là leurs activités de banques de dépôts. Car en finançant des industries polluantes et nauséabondes, elles utilisent notre argent à des fins malsaines, nuisibles aux générations futures et aux populations du monde entier. Car en pratiquant l'évasion fiscale, elles privent les finances publiques de fonds considérables, provoquant l'étouffement grandissant des services publics.

Néanmoins, et en dépit de tous ces travers, elles jouent un rôle indispensable dans la vie économique. Car l'attribution du crédit, c'est comme la circulation du sang dans l'organisme : une nécessité vitale. Pour rappel, lors de la crise de 2008 il a fallu sauver les banques pour éviter l'effondrement brutal de l'économie, l'explosion du chômage et de la misère. Aujourd'hui, après avoir été remises à flot par l'argent public, les banques affichent des profits considérables ; au point que certaines n'hésitent pas à spéculer sur les dettes souveraines des Etats qui présentent des faiblesses, justifiant le choix de l'austérité pour certains d'entre eux. Une austérité dont le poids sera assumé par les populations.

Il est grand temps de repenser le fonctionnement du système bancaire et de contraindre les banquiers à travailler pour la société... et non l'inverse.

## Les propositions d'ATTAC

Les gouvernements n'ont eu de cesse, depuis le début de la crise, que de « rassurer les marchés » et préserver en priorité les intérêts des acteurs bancaires et financiers ; ils ont ainsi fait porter intégralement le fardeau des ajustements sur les salariés et les contribuables. Il est essentiel d'opérer une rupture radicale avec ces politiques socialement inacceptables, et de remettre la finance au service de la société. Ce qui implique de désarmer les marchés, pour leur enlever leur pouvoir de nuisance.

### Un plan d'austérité pour les banques / un plan de sauvetage pour les peuples :

empêcher la formation de conglomérats de taille critique ; séparer activités d'épargne et d'investissement ; encadrer les rémunérations des banquiers.

### Désarmer les banques :

taxer l'ensemble des transactions financières spéculatives, interdire les filiales dans les paradis fiscaux.

### Réduire l'influence des banques et accroître le contrôle populaire :

créer des agences de notation publiques, faire participer les usagers aux instances de décision et de contrôle des banques ; développer un pôle public bancaire.



Cette action est organisée par l'association ATTAC 45, dans le cadre de la campagne nationale « A nous les banques ! ». Nous voulons informer sur les agissements des banques et en savoir plus sur les alternatives possibles au système classique.

Retrouvez sur notre site toutes nos sources d'information, ainsi que les moyens de continuer cette campagne avec nous : l'argent est trop important pour être laissé aux seules banques !

#### Pour en savoir plus :

<http://local.attac.org/attac45> et [www.france.attac.org](http://www.france.attac.org)

Pour nous joindre : [attac45@attac.org](mailto:attac45@attac.org)

